



capitainerie du port – quai Auguste Meynier – CARNON PLAGE – 34130 MAUGUIO
Tél. : 04 67 68 10 78 – Fax : 04 67 68 14 13
Email : capitainerie@mauguio-carnon.com

Accusé de réception en préfecture
034-213401540-20180625-DCM-119A-18-CC
Date de réception en préfecture : 11/07/2018

REGLEMENT GENERAL de POLICE et D'EXPLOITATION du PORT de CARNON

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	Définitions	p2
ARTICLE 2 :	Champ d'application du Règlement de Police	p2

CHAPITRE I – REGLES APPLICABLES SUR TOUTE L'EMPRISE PORTUAIRE

ARTICLE 3 :	Accès au port	p3
ARTICLE 4 :	Occupation d'un poste d'accostage annuel (à flot, au port à sec, au parc à dériveurs)	p3-4-5
ARTICLE 5 :	Restrictions d'accès	p5
ARTICLE 6 :	Compétence du personnel du port	p5
ARTICLE 7 :	Déclaration d'entrée et de sortie	p5
ARTICLE 8 :	Arrivée des bateaux en escale en dehors heures d'ouverture de la capitainerie	p5
ARTICLE 9 :	Durée de l'escale ou du passage	p5
ARTICLE 10 :	Titre de navigation et assurance	p5
ARTICLE 11 :	Identification du bateau	p6
ARTICLE 12 :	Navigation dans le port	p6
ARTICLE 13 :	Règles d'amarrage et de mouillage	p6
ARTICLE 14 :	Attribution des postes	p6

CHAPITRE II – REGLES VISANT A LA CONSERVATION DES OUVRAGES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS PORTUAIRES ET A LEUR EXPLOITATION

SECTION 1 : SURVEILLANCE

ARTICLE 15 :	Surveillance du bateau par le propriétaire ou la personne en ayant la charge	p6
ARTICLE 16 :	Surveillance des ouvrages par le port	p7
ARTICLE 17 :	Préservation du bon état du port	p7

SECTION 2 : SECURITE et PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PORTUAIRE

ARTICLE 18 :	Matières dangereuses	p7
ARTICLE 19 :	Lutte contre les risques d'incendie	p7
ARTICLE 20 :	Usage des installations électriques	p8
ARTICLE 21 :	Interdiction de rejets et dépôts, et gestion des pollutions	p8
ARTICLE 22 :	Gestion des déchets	p8-9
ARTICLE 23 :	Travaux sur le port	p9
ARTICLE 24 :	Stockage	p9
ARTICLE 25 :	Utilisation de l'eau	p9
ARTICLE 26 :	Principes de bonne conduite environnementale	p9

CHAPITRE III – REGLES APPLICABLES A LA CIRCULATION ET AU STATIONNEMENT DES VEHICULES ET DES PIETONS

ARTICLE 27 :	Circulation et stationnement des véhicules	p10
ARTICLE 28 :	Accès et circulation des piétons	p10
ARTICLE 29 :	Accès aux pontons, au stockage à terre, au parc à dériveurs	p11
ARTICLE 30 :	Interdiction d'accès	p11

CHAPITRE IV – REGLES PARTICULIERES

ARTICLE 31 : Bateaux effectuant des transports touristiques saisonniers	p11
ARTICLE 32 : Bateaux supports de plongée ou d'école de croisière	p11
ARTICLE 33 : Règles applicables aux bateaux de pêche professionnels locaux	p11
ARTICLE 34 : Règles applicables aux bateaux de pêche professionnels non locaux	p11
ARTICLE 35 : Utilisation des terre-pleins	p12
ARTICLE 36 : Utilisation des aires techniques et de carénage	p12
ARTICLE 37 : Interdictions diverses	p12
ARTICLE 38 : Activités sportives optionnelles	p12
ARTICLE 39 : Manifestations nautiques	p13
ARTICLE 40 : Circulation des véhicules nautiques à moteur dans le port	p13
ARTICLE 41 : Manutentions sur l'aire de carénage	p13

CHAPITRE V – DISPOSITIONS REPRESSIVES

ARTICLE 42 : Constatation des infractions	p13
ARTICLE 43 : Contraventions de grande voirie	p13

CHAPITRE VI– APPLICATION ET PUBLICITE

ARTICLE 44 : Entrée en vigueur – application	p13
--	-----

Le Maire de MAUGUIO CARNON,

- Vu le code des Transports,
- Vu le code pénal et le code des procédures pénales,
- Vu les lois du 7 janvier 1983 et du 22 juillet relatives à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,
- Vu le décret n° 83 1104 du 20 décembre 1983 modifiant la répartition des compétences en matière de police des ports maritimes
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- Vu l'arrêté préfectoral désignant le port de CARNON comme relevant de la compétence de la commune de Mauguio, et portant mise à disposition à la commune de Mauguio des dépendances du domaine public de l'Etat en matière portuaire,
- Vu l'avis favorable du Conseil Portuaire du 14/11/2017

ARRETE

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Pour l'application du présent règlement, sont désignés sous le terme :

- **Autorité portuaire**
Exploitant/gestionnaire du port
- M. le Maire de MAUGUIO : exécutif gestionnaire
- **Direction /Maître de port**
- Représentant de l'exploitant. Responsable des agents portuaires, il dirige le port et veille à la bonne exécution du service
- **Surveillants de port**
Agents portuaires
- Agents portuaires parmi le personnel, faisant respecter les Règlements de Police du port ils assurent la bonne exploitation du port sous la direction du Maître de port.
- **Capitainerie du port**
- Siège de l'administration du port – Quai Auguste Meynier – **CARNON PLAGE – 34130 MAUGUIO**

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT DE POLICE

Le Règlement de Police du Port de CARNON -AR n° 74- du 21 juin 1996 est modifié, complété et ajusté ainsi qu'il suit.

Le présent règlement, qui a reçu l'avis favorable du Conseil Portuaire du **du 14 novembre 2017**, s'applique dans l'ensemble des limites administratives du port.

CHAPITRE I : REGLES APPLICABLES SUR L'EMPRISE PORTUAIRE

ARTICLE 3 : ACCES AU PORT

L'usage du port est affecté à titre principal aux bateaux de plaisance. L'accès aux pontons, au stockage à terre, à l'aire de carénage, au parc à dériveur, au parking de la capitainerie et aux parkings portuaires fermés par des barrières, est exclusivement réservé aux usagers du port.

En cas de nécessité, l'accès au port peut être autorisé, pour un séjour limité, aux autres catégories de bateaux, sur autorisation préalable de la direction du port, seul juge pour apprécier si l'entrée d'un bateau doit être autorisée.

Sauf cas de nécessité absolue découlant d'un danger, aucun navire n'est autorisé à mouiller une ancre dans les passes, chenaux, travées ou avant-port. Il en est de même dans les bassins, sauf autorisation écrite du personnel chargé de l'exploitation du port.

Arrivée
au port

Tout bateau arrivant dans le port ou sur l'emprise portuaire (aire de carénage, parc à dériveur, parkings, etc...) pour quelque motif que ce soit, doit obligatoirement, dès son arrivée, (*pour toute entrée ou stationnement au port et quelle qu'en soit la durée ou la nature*), se faire connaître en se rendant à la capitainerie pour y effectuer sa déclaration d'entrée réglementaire. A défaut il sera considéré comme contrevenant, occupant sans droit ni titre, et être déplacé en fourrière par les services portuaires et à ses pleins risques et dépens, sans pouvoir mettre en cause le gestionnaire du port au regard de cette occupation irrégulière. Son occupation sera facturée selon tarifs en vigueur.

Tous les documents de bord demandés (*acte de francisation, carte de circulation, justificatif d'assurance, ...*) doivent être présentés à l'accueil. Une fiche de renseignement est à remplir (*nom, caractéristiques et numéro d'immatriculation du bateau ; date d'arrivée et la date prévue de départ, ...*).

C'est l'agent d'accueil du port qui définit l'emplacement d'amarrage du navire arrivant.

départ
définitif

Le skipper du bateau devra ensuite faire au même bureau d'accueil une déclaration de départ lors de la sortie définitive du bateau, après restitution des clefs, badges et autres fournitures éventuellement mis à sa disposition, et après règlement intégral des redevances afférentes à la durée de son séjour au port. A défaut, un titre de poursuite sera émis à son encontre.

Etat du
navire

L'amarrage (ou le stationnement) de quelque durée que ce soit **n'est autorisé qu'aux bateaux « en état de naviguer »** (*navigabilité, flottabilité, et parfait état d'entretien*), et en état d'effectuer, en toute sécurité, une navigation correspondant au type et à la nature du dit navire, ainsi que toutes manœuvres qui pourraient être demandées par les services du port.

Le personnel chargé de l'exploitation du port règle les entrées et sorties des navires dans le périmètre portuaire. Les équipages doivent se conformer à ses ordres et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents.

Vitesse
autorisée

La vitesse maximale autorisée dans les bassins, passes, chenaux, avant-port, travées est fixée à 3 nœuds. Toutefois, pour certains types de navires dont le déplacement provoque d'importants remous, la vitesse devra être réduite en deçà.

Tout contrevenant signalé par le personnel d'exploitation du port pourra faire l'objet d'une verbalisation.

La mise à l'eau ou le tirage à terre d'un bateau dans les limites du port ne sont autorisés que dans les darses (*par le personnel portuaire habilité, ou par les professionnels nautiques en contrats d'utilisation forfaitaire de l'équipement*) ou rampes de mise à l'eau, à l'exclusion de tout autre site du port.

A défaut, tout enlèvement d'un navire échoué à partir de son poste doit au préalable faire l'objet d'une autorisation expresse de l'autorité portuaire.

Le port est interdit à toute forme d'engins de plage : (*kites-surf, hydravions, hydro-ULM, planches, etc...*), sauf dérogation explicite ou ponctuelle de l'autorité portuaire.

ARTICLE 4 : OCCUPATION D'UN POSTE D'ACCOSTAGE ANNUEL

Les contrats annuels d'accostage précisent les conditions générales de mise à disposition d'un poste, à flot, au stockage à terre ou sur le parc à dériveurs.

En outre :

Bénéficiaire
exclusif

L'autorisation d'occupation est accordée à une personne physique ou morale et pour un navire déterminé. Elle n'est pas cessible et ne concerne que le navire expressément défini au contrat, à l'exclusion de toute autre embarcation.

L'autorité compétente peut consentir des autorisations d'occupation des postes d'amarrage pour une durée maximale d'un an. Tout poste d'accostage est personnel et ne peut être sous-loué ou cédé. Il est destiné à l'accueil du seul navire identifié. Les annexes et autres ne sont pas autorisés à flot.

Change-ment
de
navire

Les plaisanciers en contrat envisageant de changer de navire doivent présenter une demande d'autorisation, préalable, datée, et par courrier Recommandé avec Accusé Réception, au service portuaire. Copie de la fiche technique « constructeur » du navire projeté devra être fournie à l'appui du dossier. Dès lors tout changement d'embarcation dans le poste contractuellement attribué **ne peut se faire sans validation écrite et antérieure** de la direction du port.

En cas d'acceptation de la demande par les dits services, au regard des possibilités, le propriétaire est tenu de prendre rendez-vous préalablement à l'arrivée du nouveau navire dans le port, pour procéder au mesurage contradictoire de cette embarcation ; cet élément étant déterminant pour l'acceptation dans le poste et sa tarification, tout comme l'état général du navire.

Tarifification :
Longueur
Hors tout
et confort
électrique

Tout navire accosté ou stationné dans l'emprise portuaire est redevable d'une redevance portuaire correspondante.

Celle-ci est déterminée en fonction de la longueur d'encombrement du navire et, pour le stockage à terre, de la hauteur ; ainsi que de la période (annuel, saison, passage). Le dimensionnement qui est pris en compte à CARNON pour le gabarit des navires est **la plus grande longueur d'encombrement du plan d'eau (*dimension maximum toutes œuvres et appareils inclus*)** : soit **longueur HORS TOUT**. L'affectation des postes en fonction de la réalité de l'emprise du navire permet de garantir à chacun une distance de manœuvre suffisante et uniforme.

A compter de 2017 une redevance complémentaire est progressivement mise en place par voie d'avenant pour les navires à flot dont les besoins en électricité dépassent le forfait de base. Elle découle du choix de confort à bord de chacun, dans la limite de l'ampérage du poste (*cf article 20 ci-après*).

Gardiennage
référént

Copies de tous les documents de bord susvisés (*cf art. 3*) doivent être produites pour être jointes au dossier annuel détenu à la capitainerie.

En outre le personnel chargé de l'exploitation du port doit être tenu informé de l'identité (*NOM-prénom, adresse, téléphones, email*) de la (ou des) personne(s) chargée(s) du gardiennage du navire en l'absence de l'équipage sur place afin de pouvoir toujours joindre quelqu'un en charge du navire en cas de nécessité et/ou d'urgence. Ce « suppléant » est obligatoire pour tout navire en contrat annuel. Il doit être en capacité d'intervenir ou faire intervenir en lieu et place du bénéficiaire du poste, et être capable d'effectuer toutes les manœuvres qui lui seront ordonnées.

Abandon

Aucun navire « sans propriétaire » dûment identifié, [*vivant et à jour de sa redevance portuaire, et couvert par l'assurance requise*], n'est autorisé sur le plan d'eau au vu des risques susceptibles d'être générés aux tiers, sous peine d'être mis hors d'eau, aux pleins et entiers risques et dépens du dit navire et ayants-droit éventuels. Les ayants droit, ou leur représentant, sont tenus de se faire connaître et de garantir l'assurance en règle du navire, la poursuite de son entretien, et le paiement des redevances portuaires.

Etat d'entretien Etat de navigabilité Flottabilité	<p>Tout bateau séjournant dans le port (à flot ou à terre) doit être maintenu en parfait état d'entretien (carène, pont, coque, motorisation, équipement, pompe de cale, amarres, voilure, accastillage, etc...), en parfait état de flottabilité, de navigabilité, et de sécurité (dans le respect de l'obligation de sécurité de l'Etat). L'autorité portuaire peut être exigée par le personnel chargé de l'exploitation du port qui, en cas de doute, peut demander au bénéficiaire d'en apporter la preuve. L'autorité portuaire peut aussi, après information du titulaire du contrat, faire appel à un tiers (<i>expert maritime, huissier</i>), afin de constater l'état du navire. En cas de défaut d'entretien avéré altérant la flottabilité et/ou la navigabilité dudit navire et/ou l'apparence dudit navire, les frais d'expertises ressortent à la pleine et entière charge du propriétaire du bateau.</p> <p>Le défaut d'entretien d'un navire (ou de son armement), de flottabilité, de navigabilité, d'assurance, ou de sécurité, peut amener à la non reconduction du contrat annuel (ou de l'autorisation d'escale) à son échéance ou en cours de validité (<i>résiliation d'office de plein droit, aux pleins risques et dépens du propriétaire du bateau contrevenant</i>). Ainsi, si le personnel chargé de l'exploitation du port constate qu'un bateau est à l'état d'abandon ou de négligence avéré, ou dans un état tel qu'il semble présenter une menace de couler, ou de causer des dommages aux bateaux, personnes ou ouvrages, il met en demeure le propriétaire de procéder d'urgence à la remise en état ou à la mise hors d'eau du bateau.</p> <p>En outre, devant l'importance des candidatures en attente, le contrat peut le cas échéant ne pas être reconduit à un navire dont le défaut d'entretien témoigne qu'il ne navigue plus et bloque par conséquent un poste d'amarrage sans utilité. A défaut de prise de contact par le propriétaire dans les délais impartis, pour quelque motif que ce soit, ou si le nécessaire n'a pas été fait dans les délais prescrits, ou si le propriétaire a visiblement abandonné son navire, il peut être procédé à la mise hors de l'eau du bateau, ou à sa mise en fourrière, aux pleins frais et risques du propriétaire s'il est connu, sans préjudice de la contravention de grande voirie qui peut être dressée parallèlement contre lui. La redevance d'occupation reste due jusqu'à l'enlèvement du navire.</p>
Vente	<p>Dans le cas de vente d'un bateau disposant d'un poste dans la structure portuaire, le vendeur doit immédiatement en aviser par écrit les services du port. La vente d'un bateau dont le propriétaire ou le copropriétaire est titulaire d'une autorisation d'occupation privative de poste n'entraîne aucunement le transfert du bénéfice de la place du vendeur au profit de l'acquéreur. Le nouveau propriétaire doit faire une demande d'autorisation d'occupation privative qui sera satisfaite à la discrétion du gestionnaire en fonction des disponibilités.</p>
départ définitif	<p>Le plaisancier « vendeur » doit signaler par écrit (email, fax, ou courrier) avec accusé de réception au service du port le projet de cession de son navire, en précisant la date du départ de l'embarcation. L'intégralité de la redevance annuelle est due, même en cas de départ avant la fin de l'échéance.</p>
Affectation des postes et liste attente	<p>Les demandes sont traitées au regard de la chronologie de leur arrivée, d'une part, et de la sous-catégorie du poste à pourvoir, d'autre part. Toutefois compte tenu des contraintes spécifiques liées à l'envasement important sur certains secteurs, les dispositions ci-après peuvent s'avérer impérieuses : les emplacements exposés à l'envasement rapide et récurrent ne pouvant garantir un tirant d'eau constant et pérenne, l'accessibilité à ces postes peut s'y avérer critique en période d'eaux basses. La justification de ces contraintes évolutives se fait en fonction des levés bathymétriques. Certains postes ne pouvant dès lors être raisonnablement affectés dans la règle d'attribution aux candidats situés en tête de la liste d'attente (essentiellement des voiliers). Dans ce cas c'est le navire immédiatement suivant, de moindre tirant d'eau, qui se voit attribuer le poste disponible, à titre dérogatoire compte tenu de la contrainte du poste à pourvoir. (<i>Cette décision a été validée en Conseil Portuaire 2014</i>). Lorsqu'une disponibilité se fait jour, le navire contacté doit concrétiser son intention sous 7 jours. A défaut de respecter ce délai, le poste est alors proposé au candidat immédiatement suivant.</p>
Liste d'attente interne	<p>Les plaisanciers déjà en contrat annuel à Carnon souhaitant acquérir un navire plus grand ont la possibilité de s'inscrire sur la liste d'attente « Plaisancier en contrat ». Dans tous les cas les demandes sont traitées chronologiquement dans leur ordre d'arrivée et au regard des caractéristiques du poste de destination. Lorsqu'un poste se libère, il est proposé en priorité au plaisancier déjà en contrat, et à l'issue de la permutation, son ancien emplacement est ensuite affecté aux nouveaux demandeurs en liste d'attente.</p>
Déclaration absence	<p>Tout titulaire d'une autorisation d'occupation privative de poste d'amarrage (contrat annuel) doit effectuer auprès du Bureau du port une déclaration d'absence chaque fois qu'il est amené à libérer son poste d'amarrage pour une durée supérieure à 7 jours. Cette déclaration précise la date probable pour le retour. Les postes libérés peuvent être affectés aux passages et escales, sans contrepartie au détenteur du contrat annuel ; lequel peut se voir mettre à disposition un emplacement temporaire à son retour jusqu'à libération du poste par l'escale l'occupant. Pour les postes équipés d'un compteur divisionnaire pour l'électricité : un relevé de compteur est effectué avant le départ, puis au retour du titulaire du poste, afin de déduire du comptage la période durant laquelle le navire bénéficiaire du poste a été absent. Cette période ne sera pas imputée à la charge du bénéficiaire.</p>
Déplacement Changement de poste	<p>L'attribution d'un poste ne donne pas de droits sur l'occupation du poste déterminé, même s'il a été affecté de façon récurrente au même bénéficiaire plusieurs années durant. Tout changement de poste peut être décidé par les surveillants de port en fonction des contraintes portuaires, (notamment de la modification du plan d'eau ou de l'optimisation des possibilités, ou toutes autres justifications), sans que l'utilisateur ne soit fondé à formuler une quelconque réclamation, ni demander un quelconque dédommagement ou compensation. Il peut intervenir à tout moment en cours d'année, et de façon ponctuelle ou définitive. Le client est avisé par téléphone, email ou à défaut courrier, aux coordonnées indiquées par le client dans son dossier. Le déplacement du navire par le client doit intervenir dans les délais prescrits. A défaut, le déplacement est effectué d'office par voie de remorquage par les services du port agréés à cet effet, afin de ne pas nuire au bon déroulement du service portuaire. L'utilisateur ne peut refuser l'emplacement qui lui est signifié par la capitainerie dans la mesure où celui-ci correspond au gabarit du navire en contrat. Les motifs personnels de refus ou de choix ne sont pas recevables.</p> <p>Le stationnement du bateau est autorisé après le paiement d'une redevance d'amarrage (<i>journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle</i>).</p> <p>Les plaisanciers ne pouvant déplacer leur navire eux-mêmes lors de besoins impératifs du fonctionnement portuaire (nécessité d'évacuation d'un poste, manifestation, etc...) ou d'impératifs sécuritaires, sont tenus de mandater expressément une autre personne de leur choix et sous leur responsabilité pour agir en tant que de besoin et dans les délais nécessaires. A défaut, en l'absence du propriétaire ou de son représentant, les services du port procèdent au remorquage dans un autre poste, ou sa mise à terre en cas de voie d'eau, ou prennent toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la protection des biens et des personnes, aux frais du propriétaire.</p>
Postes techniques	<p>Il est interdit à tout usager et aux personnes exerçant une activité professionnelle liée à la navigation (chantiers navals, vendeurs de bateaux, réparateurs, etc...) d'autoriser l'usage, pérenne ou saisonnier, à titre gratuit ou contre rémunération, du poste de stationnement qui lui a été attribué. Tout occupant doit être clairement connu, identifié et accepté par l'autorité portuaire, et en règle vis-à-vis des obligations d'assurances requises au port de Carnon.</p> <p>Les prescriptions du paragraphe ci-dessus ne s'appliquent pas aux titulaires de contrats d'amodiation ou de garanties d'usage dont les droits d'occupation sont fixés par les dispositions du titre dont ils sont titulaires.</p> <p>Les professionnels du nautisme ne sont pas autorisés à effectuer des permutations de postes de navires dont ils assurent la garde ou l'entretien, sans l'accord de la capitainerie ; la gestion du plan d'eau appartenant aux services du port.</p>
Vie à bord	<p>Aucun bateau ne doit être utilisé comme habitation permanente sans une autorisation dérogatoire annuelle expresse et écrite du gestionnaire du port. Cet usage et cette autorisation demeurent soumis au paiement effectif des redevances spécifiques correspondant aux dépassements forfaitaires des fluides (eau et électricité) prévus dans les tarifs communs. Toute personne souhaitant occuper de manière permanente un navire à Carnon est tenue d'en faire préalablement la demande à l'autorité portuaire.</p> <p>Afin de limiter les nuisances, la sous-location du navire bénéficiaire monnayée à des tiers, à titre d'habitat de vacances, est prohibée. Le bénéficiaire du poste demeure seul responsable des occupations et utilisations qu'il consent à bord.</p>
Utilisation des équipements	<p>Les usagers du port ne peuvent en aucun cas modifier les ouvrages portuaires mis à leur disposition. Ils doivent en faire un bon usage en évitant en particulier les consommations abusives d'eau et d'électricité. Ils sont tenus de signaler sans délai à la capitainerie toute dégradation qu'ils constateraient aux ouvrages du port mis à leur disposition, quelle soit de leur fait ou non. Ils sont responsables des avaries et des modifications qu'ils font éprouver à ces ouvrages, les cas de force majeure exceptés. Les dégradations sont réparées aux frais des personnes qui les ont occasionnées, sans préjudice des poursuites à exercer s'il y a lieu, pour le fait de la contravention.</p>

Pour les navires du stockage à terre dont la configuration (poids, gabarit, état) présente une dangerosité lors de la prise en charge par l'engin de manutention, le gestionnaire du port se réserve la possibilité d'orienter d'office ce navire vers un poste sur le plan d'eau, s'il y a de la place, ou de refuser la prise en charge du contrat même s'il disposait jusque-là d'un poste au préalable. Cette disposition sécuritaire s'appuie sur constat de l'usage et des difficultés constatées par le personnel manutentionnaire. De même si les contraintes d'horaires ne correspondent pas aux besoins du bénéficiaire, le contrat pourra ne pas être renouvelé, ou bien le bénéficiaire pourra se voir proposer un emplacement à flot, dès qu'une possibilité se fera jour.

ARTICLE 5 : RESTRICTIONS D'ACCES AU PORT, AU STOCKAGE A TERRE, AU PARC A DERIVEURS

L'accès au port (à flot, port à sec et parc à dériveur) est interdit aux bateaux :

- présentant un risque pour l'environnement,
- n'étant pas en état de navigabilité, ou de flottabilité,
- dont l'apparence présente un défaut indéniable d'entretien,
- présentant un risque pour la sécurité, la conservation ou la bonne exploitation des équipements portuaires ou des tiers.

Toutefois, l'autorité portuaire est tenue d'autoriser l'accès d'un tel bateau, pour des raisons de sécurité impérieuse, ou pour supprimer ou réduire le risque de pollution. Le propriétaire du bateau ou la personne qui en a la garde est tenu de prendre toutes mesures appropriées pour assurer la sécurité de son entrée au port.

Avant l'attribution d'un contrat annuel, ou en cas de changement de navire, le propriétaire est tenu, **au préalable**, de venir faire mesurer son embarcation contradictoirement par le personnel portuaire ; les données figurant sur l'acte du bateau ne suffisent pas. Si ce mesurage n'est pas fait, le gestionnaire peut librement refuser l'occupation du poste. En outre le gestionnaire peut à tout moment être amené à reconstrôler les dimensions extérieures HORS TOUT d'un navire sans avoir à en prévenir le propriétaire.

ARTICLE 6 : COMPETENCE DU PERSONNEL DU PORT

La direction et les surveillants de port règlent l'ordre d'entrée et de sortie des bateaux.

Ils placent les navires conformément au plan de mouillage.

Les équipages des navires doivent se conformer à leurs ordres et prendre eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents, avaries et abordages.

ARTICLE 7 : DECLARATION D'ENTREE ET DE SORTIE

Tout bateau doit, dès son arrivée et **même pour une courte durée**, se faire connaître à la capitainerie du port et indiquer par écrit :

- le nom et les caractéristiques du bateau,
- les coordonnées complètes (nom, prénom, date de naissance, adresse et numéros de téléphone,...) du propriétaire ou de son représentant légal dûment habilité,
- la durée prévue de son séjour au port
- les déclarations concernant les déchets d'exploitation le cas échéant,
- et, pour les contrats annuels ou abonnements de longue durée, les coordonnées complètes de la personne chargée de la surveillance du bateau en l'absence de l'équipage, afin de pouvoir en toutes circonstances joindre un responsable en cas d'urgence.

Tout bateau doit signaler à la capitainerie du port son départ lors de sa sortie définitive.

Tout passage ou escale dans le port d'une durée supérieure à 6 heures donne lieu au paiement d'une redevance d'escale.

Pour les escales de courte durée et passages : Les déclarations d'entrée et de départ sont enregistrées par la capitainerie du port dans l'ordre de leur présentation et satisfaites selon disponibilité du plan d'eau. Toute sortie d'une durée prévisible supérieure à 24 heures doit être signalée à la capitainerie du port. Le navire qui n'aurait pas satisfait cette obligation sera réputé quitter le port définitivement et son poste d'amarrage en escale sera déclaré vacant.

Tout titulaire d'un contrat d'accostage au port d'une durée supérieure à un mois est tenu d'effectuer auprès de la capitainerie une déclaration d'absence toutes les fois qu'il est amené à quitter le port pour une période de temps supérieure à 7 jours. Cette déclaration doit préciser la date prévue pour le retour. Faute d'avoir été saisi de cette déclaration, le personnel chargé de l'exploitation du port considérera, au bout de huit jours d'absence, que le poste est libéré jusqu'à nouvel ordre, et pourra en disposer. La redevance mensuelle restera due par le titulaire du contrat mensuel.

ARTICLE 8 : ARRIVEE DES BATEAUX EN ESCALE EN DEHORS DES HEURES D'OUVERTURE DE LA CAPITAINERIE DU PORT

Le propriétaire ou le responsable d'un bateau de passage faisant escale en dehors des heures d'ouverture de la capitainerie du port doit s'amarrer au quai d'accueil de la capitainerie. Il lui est interdit d'occuper un poste semblant vacant dans les bassins sans l'autorisation du gestionnaire du port. Il doit obligatoirement, dès l'ouverture des services d'accueil, venir y effectuer une déclaration d'entrée et produire les titres de navigation du navire, en vue de s'acquitter de la redevance de stationnement correspondant à sa nuitée. Les infractions constatées par l'agent assermenté feront l'objet de poursuites.

Aucun bateau dont l'identification du propriétaire n'est pas connue (nom-prénom, adresse, coordonnées téléphoniques, assurance, valides) n'est autorisé à stationner dans l'emprise du port sans s'être mis préalablement en règle au regard de son accueil au port.

ARTICLE 9 : DUREE DE L'ESCALE OU DU PASSAGE

La durée du séjour des bateaux de passage ou en escale, et la tarification appliquée, sont fixées par le gestionnaire du port de plaisance selon tarifs en vigueur. Les surveillants de port sont chargés de les appliquer en fonction des prévisions de postes disponibles. En cas de départ sans s'être acquitté du règlement de son occupation, le propriétaire du navire identifié fera l'objet de poursuites.

ARTICLE 10 : TITRE DE NAVIGATION ET ASSURANCE

Le propriétaire du bateau (ou à défaut la personne qui en a la charge) doit fournir une copie du titre de navigation (acte de francisation pour les bateaux français) ainsi qu'une attestation d'assurance valide pour la durée du séjour couvrant au moins les risques :

- responsabilité civile,
- dommages causés aux ouvrages du port, quels qu'en soient la cause et la nature, soit par le navire, soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables,
- dommages causés aux tiers à l'intérieur du port
- renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans le port ou dans les chenaux d'accès.

Le défaut de transmission d'office de l'attestation annuelle d'assurance du navire en cours de validité à chaque échéance constitue irrespect de clause contractuelle. Ainsi faute de justification, le contrat d'accostage peut être résilié d'office et sans contreparties, compte tenu des risques sécuritaires induits pour l'ensemble des occupants du plan d'eau et des ouvrages portuaires. L'usager est tenu d'en transmettre la quittance annuelle à chaque échéance, sans que les services du port aient à le réclamer.

ARTICLE 11 : IDENTIFICATION DU BATEAU

Les bateaux doivent porter des marques nécessaires à leur identification, dont notamment :

- pour les navires à moteur, le numéro d'immatriculation de chaque côté de la coque,
- pour les voiliers, le nom du navire à la poupe,
- pour les dériveurs, le numéro de son postes au parc à dériveurs.

ARTICLE 12 : NAVIGATION DANS LE PORT

La vitesse maximale autorisée dans l'ensemble de l'emprise portuaire est limitée à 3 nœuds. Seuls sont autorisés à l'intérieur du port les mouvements des bateaux pour entrer, sortir, changer de poste d'amarrage, ou pour se rendre aux aires techniques, à un poste de réparation, d'avitaillement en carburant ou de pompage des eaux usées du bord.

La navigation sous voile est interdite dans le port.

ARTICLE 13 : REGLES D'AMARRAGE ET DE MOUILLAGE

Les bateaux sont amarrés sous la responsabilité de leur propriétaire ou de la personne qui en a la charge à un emplacement déterminé par les surveillants de port ou les agents portuaires.

Chaque bateau doit être muni sur les deux bords de défenses ou pare battage de taille suffisante destinées tant à sa protection qu'à celle des bateaux voisins.

Les bateaux ne peuvent être amarrés qu'aux bollards, bittes, anneaux sur pieux ou autres ouvrages d'amarrage disposés à cet effet dans le port. En aucun cas les rappels à quai, les mains courantes séparant les navires, ou éventuellement les « pendilles » ne doivent servir d'amarre ; leur dimensionnement n'étant pas prévu à cet effet.

L'amarrage à couple n'est admis qu'après autorisation des surveillants de port. Le propriétaire ou son représentant légal dûment habilité ne peut refuser l'amarrage à couple d'un autre bateau.

Aucun bateau ne peut refuser de prendre ou de larguer une aussière ou une amarre pour faciliter le mouvement d'un autre navire.

Il est interdit de mouiller des ancres sur l'ensemble des plans d'eau portuaires et dans les chenaux d'accès, sauf en cas de nécessité absolue découlant d'un danger immédiat ou sauf autorisation des surveillants de port ou des agents portuaires.

En cas de nécessité le propriétaire ou le représentant en charge du bateau doit doubler les amarres, veiller à leur remplacement pour maintenir des cordages en parfait état, et en règle générale prendre toutes les précautions d'amarrage nécessaires pour assurer le maintien et la flottabilité de son navire en toutes circonstances (tempêtes, marées, ...) et la préservation tant des ouvrages portuaires que des bateaux voisins.

Le personnel portuaire peut être amené à prendre, à la charge du propriétaire, toutes les mesures de sécurité qui s'imposeraient ou à remorquer le navire sur un autre site du port en cas d'impératifs portuaires.

ARTICLE 14 : ATTRIBUTION DES POSTES

Les surveillants de port attribuent les postes d'amarrage aux bateaux en fonction des disponibilités, des impératifs de gestion cohérente et des nécessités ponctuelles, et des contraintes d'envasement de certains sites. L'attribution des postes est opérée dans la limite des emplacements disponibles.

Pour les escales et passages, les surveillants de port et les agents portuaires peuvent mettre à disposition un poste au quai d'accueil (y compris à couple) ou un poste d'amarrage déjà attribué mais temporairement disponible.

Le bateau en escale suite à un aléa est tenu de quitter le port lorsque la sécurité le permet, à la première injonction. Son stationnement est facturé.

CHAPITRE II : REGLES RELATIVES A LA CONSERVATION DES OUVRAGES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS PORTUAIRES ET A LEUR EXPLOITATION

SECTION 1 : **SURVEILLANCE**

ARTICLE 15 : SURVEILLANCE DU BATEAU PAR LE PROPRIETAIRE OU PAR LA PERSONNE QUI EN A LA CHARGE

Le gestionnaire du port n'est pas « gardien de la chose ». La surveillance du navire n'incombe pas aux services du port mais au seul propriétaire.

Tout bateau amarré dans le port, ou accueilli au stockage à terre ou sur l'aire de carénage ou au parc à dériveur, doit avoir un représentant sur place (propriétaire ou mandataire) responsable de son gardiennage. Le personnel portuaire doit pouvoir à tout moment requérir l'équipage ou la personne chargée du gardiennage, capables d'effectuer toutes les manœuvres ou déplacements qui leur sont demandés.

Le propriétaire du bateau est seul responsable de son embarcation à l'égard des tiers. Lui (ou la personne qui en a la charge), doit en outre veiller à ce qu'il :

- soit maintenu en bon état d'entretien, de navigabilité, de flottabilité, et de sécurité dans son poste,
- ne cause -(et ne risque de causer)- à aucun moment et en aucune circonstance, ni dommage aux ouvrages du port, ni aux autres bateaux, ni même à l'environnement,
- ne gêne pas l'exploitation du port,
- dispose d'amarres en parfait état pour garantir sa sécurité en toutes circonstances,
- ne soit à l'origine d'aucune nuisance de voisinage, de quelque nature que ce soit.

Les services du port peuvent mettre en demeure le propriétaire ou la personne qui en a la charge de faire cesser tout manquement à ces obligations en fixant un délai. Passé ce délai, ou d'office en cas d'urgence ou de suspicion de risque, il pourra être procédé à l'épuisement de l'eau, au débranchement électrique, à la mise à terre, au remorquage ou au déplacement du bateau, et le cas échéant à son échouage, aux frais, risques et périls du propriétaire. Dans ce cas, les surveillants de port et les agents portuaires peuvent accéder à bord d'un bateau sans l'autorisation du propriétaire ou de la personne qui en a la charge.

En cas de nuisance de voisinage, cet irrespect de clause contractuelle peut prévaloir la non reconduction du contrat.

Lorsqu'un navire a coulé dans les bassins, l'avant-port, ou les passes d'accès, le propriétaire (ou la personne qui en a la charge) est tenu de le faire enlever d'urgence sous 24 H, après avoir obtenu l'accord de l'exploitant du port sur les modalités d'exécution.

En cas de manquement, l'enlèvement peut être effectué aux frais est risques du propriétaire du bateau. Les frais de remise en état et/ou de dépollution sont à la charge du propriétaire du navire.

ARTICLE 16 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES PAR LE PORT

L'attribution d'un poste d'amarrage, à flot ou au stockage à terre ou au parc à dériveur, ne donne pas lieu à la responsabilité du port. Les infrastructures portuaires ne constituent en aucun cas une quelconque garde du bateau accueilli, laquelle incombe quant à elle exclusivement au propriétaire ou à son représentant légal dûment habilité.

Ainsi l'exploitant du port ne répond pas des dommages, vols, ou autres, occasionnés aux bateaux ou à leurs biens par des tiers.

En aucun cas la responsabilité de l'exploitant du port ne pourra être recherchée à l'occasion de services accessoires que l'utilisateur aurait pu confier à des tiers. Ces tiers sont tenus de respecter les dispositions du présent règlement.

Le personnel chargé de l'exploitation est qualifié pour exécuter, au besoin, les manœuvres ou déplacements sécuritaires jugés nécessaires, aux frais exclusifs du propriétaire, et sans que la responsabilité de ce dernier ne soit en rien dérogée.

ARTICLE 17 : PRESERVATION DU BON ETAT DU PORT

Il est interdit à quiconque de modifier les équipements du port mis à la disposition des usagers.

Les propriétaires des bateaux ou installations autorisées dans le port sont responsables des dommages que par négligence, maladresse ou inobservation du présent règlement, ils causent aux bateaux ou installations des autres usagers ou du port. La responsabilité du gestionnaire du port ne pourra être recherchée pour tout ce qui résulte de fautes, négligences, imprudences, ou faits personnels d'un usager ou d'un tiers ; ni même pour les dégâts occasionnés aux navires par des phénomènes d'électrolyse non imputables directement aux gestionnaires du port.

Les usagers du port qui subissent des dommages à leur bateau ou installations, du fait d'autres usagers du port, font leur affaire des mesures (assurances ou d'ordre judiciaire) qu'ils sont éventuellement amenés à prendre en vue d'obtenir réparation du préjudice qui leur est causé.

En cas de force majeure l'exploitant du port ne pourra être tenu pour responsable des avaries causées aux bateaux par le démantèlement ou la disparition totale ou partielle des installations portuaires fixes ou flottantes, des équipements d'ancrage ou de stockage à terre.

Lorsqu'un bateau a coulé bas dans l'emprise portuaire, le propriétaire (ou le responsable du gardiennage), est tenu de le faire enlever sans délai, après avoir obtenu l'accord du personnel chargé de l'exploitation du port sur le mode opératoire d'exécution. Un confinement avec du matériel anti-pollution peut s'avérer nécessaire, à la charge financière du propriétaire du bateau concerné. A défaut de prise de contact du propriétaire du navire sous 24 H, le gestionnaire du port peut, à titre de mesure conservatoire du plan d'eau, engager la mise hors d'eau du navire, aux pleins et entiers risques et dépens du propriétaire défaillant.

Lorsqu'un navire a coulé bas dans le port ou présente une avarie sérieuse, son propriétaire ou à défaut le mandataire désigné en qualité de gardien est tenu de prendre toutes dispositions propres à son renflouement sous 24 H. Il ne peut en aucun cas et sous aucun prétexte différer la prestation de renflouage. A défaut d'intervention dans les délais prescrits, les services du port peuvent faire procéder d'office et aux pleins frais, risque et dépens du plaisancier, au renflouage du navire.

SECTION 2 : SECURITE

et PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PORTUAIRE

En règle générale le bénéficiaire d'un contrat d'accostage, à flot ou à terre, est responsable de toutes détériorations résultant de son fait.

En cas d'urgence le personnel du port se réserve le droit d'intervenir sans préavis sur les navires et de prendre toutes les mesures nécessaires.

Si le personnel du port constate l'état d'abandon d'un navire, ou un état tel qu'il risque de couler ou causer des dommages, il met immédiatement le propriétaire en demeure de procéder aux mesures conservatoires nécessaires.

ARTICLE 18 : MATIERES DANGEREUSES

Les bateaux, sous leur pleine responsabilité, ne doivent détenir à bord aucune matière dangereuse ou explosive autre que les artifices ou engins réglementaires et les carburants ou combustibles nécessaires à la propulsion du navire. Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'avitaillement en hydrocarbures s'effectue exclusivement aux postes d'avitaillement réservés à cette opération dans les ports. Le ravitaillement en carburant des navires à flot sur le périmètre portuaire est interdit par jerricans ou camions citernes compte tenu des risques induits.

Il est interdit de fumer pendant les opérations d'avitaillement en carburant, lesquelles doivent se faire moteur arrêté et après ventilation du compartiment moteur.

Tout appareil pouvant provoquer une étincelle, en particulier les téléphones portables, doit être coupé.

ARTICLE 19 : LUTTE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE

Il est interdit d'avoir une flamme nue à proximité de produits inflammables dans un espace insuffisamment ventilé.

Il est interdit d'allumer du feu sur les quais, pontons, terre-pleins et ouvrages portuaires et d'y avoir de la lumière à feu nu.

Il est interdit d'avoir un chauffage en fonction à bord en l'absence d'équipage, compte-tenu de risques de court-circuit et d'incendie consécutif. En cas d'irrespect constaté de cette disposition, le contrat peut être résilié sur le champ et sans contrepartie pour cause d'irrespect de clause contractuelle.

Il est interdit de faire des barbecues, à bord des bateaux, sur les pontons, ainsi que dans les emprises telles que le stockage à terre et le parc à dériveurs.

Le stationnement des véhicules à l'intérieur des postes du parc à dériveur est interdit ; cette garantie n'étant pas couverte par l'assurance du gestionnaire du port, en cas d'incendie la responsabilité du propriétaire du véhicule contrevenant serait pleine et exclusive.

Tout usager qui découvre un incendie à bord d'un navire ou à quai doit avertir immédiatement les sapeurs-pompiers en premier lieu (18 ou 112), puis la capitainerie (04 67 68 10 78, ou VHF canal 9), et/ou les services de police.

Tout usager doit se conformer sans délai à toute mesure de précaution prescrites par les surveillants de port, les agents portuaires, les sapeurs-pompiers pour éviter la propagation du sinistre, notamment le déplacement du bateau sinistré, celui des bateaux voisins, et celui des biens et marchandises proches.

Aucune mesure telle que le sabordage, l'échouement, la surcharge en eau, et d'une manière générale toute action susceptible d'avoir une incidence sur l'exploitation des ouvrages portuaires, ne doit être prise par les usagers sans l'accord explicite des surveillants de port, des agents portuaires, ou des sapeurs-pompiers. Les surveillants de port et les agents portuaires peuvent requérir l'aide de l'équipage des autres bateaux et du personnel des établissements ou chantiers installés sur le port, pour des mesures préventives.

Accusé de réception en préfecture
034-213401540-20180625-DCM-119A-18-CC
Date de télétransmission : 17/07/2018
Date de réception en préfecture : 17/07/2018

ARTICLE 20 : USAGE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Les quais et pontons sont équipés de bornes de distribution électrique. Celles-ci sont alimentées sous une tension de 220V. Le gestionnaire du port fait annuellement contrôler ces installations par un organisme agréé. Il est formellement interdit d'apporter des modifications aux installations électriques existantes, ou d'ouvrir les coffrets électriques ou bornes portuaires en place. Les éventuels problèmes d'électrolyse entre navires ne peuvent être imputés à la responsabilité du port.

Les postes I et II à flot se partagent l'accès aux prises.

Ampérage

A partir des postes III et plus, tous les emplacements dans les bassins (Est, Ouest) disposent d'une prise de quai par navire.

L'alimentation électrique minimale contractuellement distribuée à chaque branchement est de 10 ampères, à raison d'UNE prise (un branchement) par navire.

Certains secteurs portuaires bénéficient toutefois d'un ampérage supérieur (16 ampères) selon possibilités techniques du réseau, et selon les sites. Les bénéficiaires souhaitant avoir accès à cet ampérage supérieur devront attendre qu'une disponibilité à flot se fasse jour sur les sites équipés en ce sens.

Il est interdit de laisser en connexion tout branchement électrique en l'absence du propriétaire ou du gardien du bateau à bord.

Les bornes portuaires sont exclusivement réservées :

- à l'éclairage de bord : pour les besoins des équipages lorsqu'ils sont présents à bord,
- le dépannage, les petits travaux d'entretien, le service des moteurs, la charge des batteries.

Les usagers du port doivent obtenir l'autorisation de l'autorité portuaire pour toute autre utilisation.

Ainsi la redevance portuaire annuelle inclut un **forfait de base** pour un usage commun du navire; Celui-ci n'est pas prévu pour les besoins électriques de confort spécifiques tels que cumulus/chauffe-eau, chauffage, climatisation, vie régulière à bord. Il est limité à 700 kW pour l'année, aux fins de contribuer au rechargement cohérent de batteries en bon état, et calculé sur la base d'une consommation électrique moyenne quotidienne de 5.117 Watt/j durant 1/3 de l'année [veille VHF, pompes sanitaires, compresseur réfrigérateur, petits appareils courants, four et micro-ondes, éclairage de bord, en usage ponctuel et limité].

Comp-teurs divisionnaires

Sur ces dispositions, à compter de 2018 des compteurs divisionnaires individualisés équipent les prises alimentant les unités moyennes et grosses : chaque contrat concerné se voit affecter un système de verrouillage à clef, exclusivement dédié à son navire. **Afin d'en garantir l'usage exclusif, le titulaire du poste doit veiller à maintenir sa prise de quai verrouillée, tant lorsqu'il est à quai que lorsqu'il quitte son poste.**

Un relevé de compteur initial est réalisé par le gestionnaire du port à la prise du poste (pour les nouveaux contrats), ou au premier jour de l'exercice (pour les renouvellements). L'index du compteur est relevé et suivi durant l'année par les services du port. Deux relevés minimum sont effectués par an, et leurs résultats sont transmis par email au bénéficiaire du poste ; lequel a la possibilité de demander le contrôle contradictoire de ce relevé, dans la limite de deux fois par ans ; (au-delà, les contrôles supplémentaires sollicités sont tarifés à titre de prestation portuaire selon forfait horaire pour agent immobilisé).

Si le forfait de base (700 kW/an) est dépassé en cours d'année, le bénéficiaire du poste se voit proposer l'acceptation d'avenants de régularisation tarifaire lui permettant de bénéficier de la continuité de l'accès à son branchement jusqu'au terme de son contrat. En fonction de ses besoins spécifiques de confort à bord, plusieurs forfaits seront possibles à compter de 2018 :

Forfaits d'usage

- « Fréquentation régulière » : entre 700 kW et 1.238 kW/an [évalué sur la base d'une présence 2/3 de l'année] ;
- « Utilisation permanente » : entre 1.238 kW et 1.867 kW/an.
- « Forfait supérieur » : pour les besoins de confort excédant 1.867 kW/an.

A défaut de régularisation de l'avenant correspondant dans les délais impartis, le gestionnaire engagera la déconnexion du branchement à la borne de quai, tel que stipulé dans le contrat annuel.

Afin de tenir compte de l'occupation éventuelle et ponctuelle par une escale, lors de départs en croisière du titulaire du poste, un relevé de compteur est effectué avant son appareillage, et un à nouveau ensuite à son retour. Et ce pour chacun de ses départs. Ces relevés peuvent être réalisés en présence du titulaire du poste s'il le demande. Ils permettent de défacturer les consommations intervenues sur son branchement en son absence lors de départs prolongés, et viendront en déduction sur les relevés annuels concernés.

Tous les équipements électriques du bateau ou à bord du bateau, susceptibles d'être mis en connexion avec les installations électriques portuaires, doivent être en conformité avec la réglementation et la norme NF 15-100 , sous la pleine et entière responsabilité du propriétaire du navire à qui cette charge incombe. Ainsi tout branchement dangereux ou préjudiciable à la sécurité des infrastructures, des navires, ou de toute personne, de quelque nature que ce soit, est strictement interdit.

Le personnel en charge de la gestion du port peut à tout moment et sans en aviser préalablement le propriétaire interdire ou déconnecter le branchement au quai d'un bateau qui ne respecterait pas les normes de sécurité, ou serait suspecté de défaillance préjudiciable aux installations portuaires, à l'infrastructure ou aux tiers ; et ce sans que la responsabilité du port puisse être recherchée.

Les navires devant être en bon état d'entretien, de navigabilité et de flottabilité, les batteries des pompes de cale doivent être maintenues en parfait état afin de pouvoir surseoir sans défaillance à un débranchement du quai, jusqu'à la visite du propriétaire ou de son représentant local.

Les câbles souples et les prises d'alimentation électrique des rallonges des bateaux doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur et en parfait état. Leur dimensionnement doit tenir compte des équipements à bord afin de garantir une sécurité maximale.

Les usagers du port doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les courts circuits et les risques de départs de feu.

ARTICLE 21 : INTERDICTION DE REJETS ET DEPOTS, ET GESTION DES POLLUTIONS

Il est formellement interdit de porter atteinte au bon état et à la propreté du port, et notamment de jeter des pierres, terre, décombres, ordures, liquides insalubres, huiles de vidange, eaux noires, résidus d'hydrocarbures, mégots, et en règle générale toute matière quelconque ou polluante, sur les ouvrages portuaires, les zones à terre et dans les eaux portuaires, et d'y faire aucun dépôt, même provisoire. Cela concerne également l'utilisation des toilettes de bord avec rejet direct. Des sanitaires collectifs, des systèmes de pompage, des containers, et un point propre permettent de collecter les polluants et déchets provenant de l'utilisation et de l'entretien des navires.

De même la circulation sur les quais et pontons doit être libre de toute occupation de quelque nature que ce soit. Aucuns stationnements ou entreposages ou occupations n'y sont autorisés. Les quais et pontons sont des zones de circulation devant demeurer libres d'accès. Il en est de même au parc à dériveur.

ARTICLE 22 : GESTION DES DECHETS

Un plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison est disponible au Bureau du port. Les déchets d'exploitation et résidus de cargaison des navires, ou consécutifs aux travaux d'entretien du bateau, sont déposés dans les installations du port prévues à cet effet :

- les ordures ménagères doivent être systématiquement déposées dans les conteneurs prévus à cet usage et disposés sur les quais du périphérique portuaire, dans le respect du tri sélectif (couverts jaunes) ;
- les huiles de vidange et leur bidon doivent être exclusivement déposés dans les cuves de collecte spécifique disposés dans les Points Propres du port, la déchetterie intercommunale.
- les déchets nocifs, notamment les batteries, peintures, solvants, et autres toxiques solides et liquides doivent être déposés exclusivement dans les conteneurs et bacs de collecte sélective disposés dans le point de collecte du port, ou à la déchetterie intercommunale.
- les eaux usées des navires et les eaux de fonds de cale doivent être vidangées dans l'unité de pompage prévue à cet effet à proximité de la capitainerie.

A l'exclusion de tout autre lieu de dépôt ou de rejet.

En cas de rejet polluant, par négligence ou accidentel, les frais matériels éventuellement mis en œuvre par les agents portuaires pour résorber la pollution seront intégralement à la charge du contrevenant ; l'autorité portuaire se réservant le droit de faire nettoyer le plan d'eau ou les berges du quai ou du ponton du navire.

Un avertissement sera dressé pouvant conduire à la résiliation pure et simple du contrat, sans délai, après notification à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception (retirée ou non), au seul préjudice du contrevenant.

Dans les cas grave d'atteinte du milieu portuaire, une contravention de grande voirie pourra être dressée.

En règle générale, tout bateau en cause ou suspecté de pollution ou d'impact sur le milieu pourra à tout moment être déplacé par le personnel portuaire afin de limiter ses effets sur le milieu, ou par mesure préventive, voire mis hors d'eau, aux pleins risques et dépens du propriétaire du navire, avec injonction de procéder aux réparations ou à la cessation de l'activité polluante. Le contrat est susceptible d'être résilié d'office selon importance.

ARTICLE 23 : TRAVAUX SUR LE PORT

A l'intérieur des limites du port, les bateaux ne peuvent, sous peine de verbalisation, être, poncés, carénés, ou remis à neuf que sur l'aire de carénage réservée et dûment équipée à cet usage. Ces dispositions sont également applicables pour les bateaux sous cocon.

L'exploitant du port prescrit les mesures à prendre pour l'exécution de ces travaux sur les zones techniques (aire de carénage) afin d'en limiter les nuisances, notamment le bruit, les vapeurs nocives, les odeurs, les poussières.

Il peut, en tant que de besoin, limiter les jours et les plages horaires pendant lesquelles ces activités sont autorisées.

Les bateaux ne peuvent pas être construits ou démolis sur les aires techniques portuaires, ni dans l'emprise portuaire, sauf autorisation exceptionnelle expresse du gestionnaire du port.

Toute installation de machines-outils, de soudure, de stockage de gaz sous pression, et de manière générale toute installation susceptible de provoquer des accidents, explosions ou incendies sont interdits sur le port.

Il est interdit d'effectuer sur les bateaux en stationnement dans les postes d'accostage ou au port à sec ou au parc à dériveurs tous travaux polluants ou essais de moteur susceptibles de provoquer des nuisances matérielles, olfactives ou sonores dans le voisinage ou des dégradations aux ouvrages du port, notamment le déchaussement des quais, ou la pollution du plan d'eau ou du site.

Tout contrevenant ou responsable de ces nuisances supportera à ses seuls dépens les frais ou sanctions consécutifs mis en œuvre.

ARTICLE 24 : STOCKAGE

Il est interdit de stocker des annexes ou autres embarcations, et de manière générale tout matériel et marchandises sur tous les ouvrages et équipements portuaires (quais, pontons, parkings, zones techniques, plan d'eau, aire de carénage, parc à dériveur, ...), sauf dérogation exceptionnelle accordée par la direction du port.

Les marchandises, embarcations, équipements, ou matériels stockés en l'absence d'autorisation ou de dérogation peuvent être enlevés d'office aux frais et risques des propriétaires, sur décision des surveillants de port. Il est interdit de stationner des vélos sur les pontons.

Les dites marchandises ou matériels dont le propriétaire n'est pas connu et qui, après leur enlèvement d'office n'ont pas été réclamés dans un délai de 15 jours peuvent être détruits ou cédés par l'autorité portuaire.

ARTICLE 25 : UTILISATION DE L'EAU

Tout navire accueilli dans le port doit faire bon usage des ouvrages portuaires, dont les équipements d'accès aux fluides mis à sa disposition.

Ainsi, les robinets d'eau ne doivent pas être laissés sous tension en dehors du temps de puisage nécessaire à l'approvisionnement du bateau. Le surveillant de port peut à tout moment fermer l'alimentation d'eau du navire.

De même l'usager aura soin d'éviter toute fuite à son branchement au quai ou à son tuyau d'arrosage. Les services portuaires peuvent à tout moment débrancher du quai une alimentation présentant des dysfonctionnements.

En outre les usagers sont tenus de faire un usage économe de l'eau fournie par le port dans le cadre de l'engagement de celui-ci dans une démarche respectueuse de l'environnement. Toute consommation abusive d'eau fait l'objet d'une facturation par l'autorité portuaire conformément aux tarifs en vigueur.

Les manches à eau doivent être équipées d'un système qui permette l'arrêt automatique dès suspension de l'utilisation.

Les prises d'eau des postes d'amarrage ne peuvent être utilisées que pour la consommation du bord. Les usages non liés aux bateaux, notamment le lavage des voitures ou des remorques sont interdites sur toute l'emprise portuaire. Pour le rinçage des navires, il est demandé d'utiliser un pistolet d'arrêt automatique.

Les usagers doivent se conformer aux mesures de limitation ou de suspension provisoires de l'usage de l'eau dictées par le Préfet du Département et par le Maire.

Lors des périodes hivernales, et notamment en période de gel potentiel, ou bien en cas de nécessité de travaux sur le port, les réseaux d'alimentation en eau peuvent être mis hors service en tant que de besoin. Un approvisionnement en eau reste toujours possible au quai d'accueil de la capitainerie.

Au stockage à terre, au parc à dériveurs, et sur l'aire de carénage, s'agissant d'un service supplémentaire, l'accès à l'eau est conditionné par l'achat d'un badge et de volumes d'eau, en sus de la redevance portuaire. Les équipements sont destinés au seul rinçage du navire, uniquement.

ARTICLE 26 : PRINCIPES DE BONNE CONDUITE ENVIRONNEMENTALE

L'usager veillera à prendre toutes précautions élémentaires afin de ne pas générer de pollution. Il informera immédiatement le personnel du port en cas de pollution accidentelle.

En cas de non-respect de ces principes, l'autorité portuaire sera fondée à demander le remboursement par l'usager responsable de tous frais engagés pour limiter ou supprimer l'impact des atteintes à l'environnement.

Ces dispositions concernent notamment :

- La fermeture systématique du robinet d'alimentation des navires à partir des bornes portuaires, après utilisation,
- Le débranchement systématique de la prise électrique en cas d'absence prolongée des usagers du navire,
- L'utilisation de produits respectueux de l'environnement, à bord du navire : les usagers doivent impérativement utiliser des produits 100 % biodégradables d'origine naturelle,
- La prise de précautions systématiques pour limiter l'impact sur l'environnement,
- L'utilisation de la pompe de collecte des eaux du navire, et des eaux de fond de cale : les compartiments moteurs des navires stationnant dans le port doivent être équipés de produits absorbants les hydrocarbures, afin d'éviter les rejets de coulures par les pompes de sécurité,
- Le tri sélectif systématique dans les conteneurs spécifiques, et l'utilisation du Point Propre. (il est interdit de nettoyer les outils de travail au moyen de solvants sur les quais et pontons),
- Il est interdit d'utiliser les sanitaires des navires, de faire la vaisselle ou la lessive à bord, si le navire n'est pas équipé d'équipements de collecte des eaux résiduelles,

CHAPITRE III : REGLES APPLICABLES A LA CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES ET DES PIETONS

ARTICLE 27 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le Code de la Route s'applique à tous les véhicules sur l'emprise portuaire. La circulation est limitée à 30 Km/H sur toutes les voies de circulation du port, et à 20 Km/H sur les parkings et zones techniques.

Concernant les engins terrestres, aucun véhicule ou remorque ou matériel encombrant n'est autorisé à stationner en dehors des parkings du périmètre portuaire, sauf autorisation préalable et ponctuelle de la direction du port. Le parc à dériveur n'est pas un parking à véhicules.

En outre, les parkings portuaires ne sont autorisés qu'aux véhicules (et non aux remorques), et pour une durée de stationnement limitée liée à la venue au bateau, à raison d'un seul véhicule par bateau. Ils ne peuvent en aucun cas servir de garage ou stationnement permanent, et ne constituent aucunement une obligation contractuelle mais simple usage du site en fonction des possibilités ou disponibilités du moment. Ainsi le contrat d'amarrage n'inclut aucunement la moindre promesse ou garantie de stationnement concomitant.

L'autorisation de stationnement sur un parking portuaire est à discrétion de l'exploitant du port qui peut en refuser l'usage. **L'accessibilité à un stationnement ou à un parking portuaire ne revêt aucun caractère obligatoire.** La convention annuelle ne portant que sur un poste d'amarrage pour le navire défini au contrat, la possibilité pour un plaisancier en contrat de stationner sur l'un des parkings du port dépend des disponibilités du moment, à raison d'un seul véhicule par contrat. L'autorisation est personnelle et ne peut être cessible ; le prêt du badge, la sous location, etc... par le titulaire d'un contrat annuel sont interdits. L'usage du parking portuaire est limité et strictement concomitant à l'usage du navire. Il ne peut en aucun cas faire l'objet d'une occupation récurrente à titre de parking personnel. Ces parkings sont strictement destinés au stationnement du seul véhicule du plaisancier en contrat, qui ne peut en autoriser son accessibilité à un tiers, même temporairement, sous peine d'être déchu de cet avantage par une mise en interdit immédiate et définitive de son accès. Tout véhicule qui ne sera pas détenteur de la carte d'autorisation de stationnement en vigueur dûment exposée sur le parebrise fera l'objet d'une verbalisation, voire d'une mise en fourrière en cas de séjour prolongé. En outre l'accès aux campings cars est interdit sur tous les parkings du port, ainsi qu'en périphérie du plan d'eau portuaire. Tout raccordement aux réseaux de fluides du port est interdit.

Enfin, la durée des stationnements de véhicules plaisanciers ne peut excéder 7 jours et 7 nuits consécutifs au même emplacement. En cas de départ en croisière, le plaisancier qui aura laissé son véhicule en stationnement devra au préalable en avoir avisé la capitainerie. Ce stationnement permanent n'est pas autorisé au-delà de 15 jours consécutifs.

L'autorité portuaire n'est pas responsable des vols ou dommages occasionnés par des tiers aux véhicules divers stationnés sur le domaine public portuaire.

Les voies de circulation doivent, en permanence, être laissées libres à la circulation sur toute leur surface.

Hormis pour les véhicules de service (du port, de la ville ou autorisés), la circulation des véhicules est interdite sur toutes les parties du port (pontons, zones d'évolution des engins de manutention, port à sec, postes sur l'aire de carénage, parc à dériveur, digues et jetées,...) autres que les voies de circulation et parcs de stationnement prévus. L'accès sur les aires de carénage est limité au seul transport du matériel nécessaire à l'entretien du bateau à terre, et le propriétaire du véhicule amené à s'y aventurer, temporairement et très ponctuellement, est seul responsable de tout incident pouvant survenir sur cette zone d'évolution d'engins de manutention, prioritaires (et manœuvrant avec une visibilité réduite).

Sur l'aire de carénage, seuls sont autorisés les stationnements sur le petit parking prévu à cet usage, dans la limite de places disponibles.

A titre dérogatoire, et sous réserve de ne pas nuire aux manœuvres, les véhicules-ateliers de professionnels nautiques agréés peuvent être autorisés au pied des navires.

Pour les besoins de chargement ou de déchargement de matériels et objets nécessaires aux bateaux ou aux commerces, une autorisation d'accès ponctuelle peut être accordée le temps nécessaire. Par contre le stationnement n'est admis que sur les parkings portuaires prévus à cet effet, et réservés exclusivement aux plaisanciers à jour de leur redevance portuaire détenteurs d'un accès annuel (ou semestriel) personnel et non cessible.

Tout véhicule de personne extérieure (non détentrice d'un contrat portuaire) stationnant irrégulièrement sur l'emprise portuaire est susceptible de verbalisation et de mise en fourrière.

Les terre-pleins et les parcs de stationnement du port sont interdits aux camping-cars et aux caravanes ; ces zones n'ayant pas vocation à usage de vie.

Le stationnement est interdit sur les zones d'évolution des engins de manutention sous peine d'enlèvement aux frais, risques et périls du propriétaire. (stationnement gênant)

Il est interdit de déroger à la réglementation sur les activités sonores ; au règlement des parcs, jardins, et promenades publics ; ainsi que sur ceux relatifs à la circulation et au stationnement sur les voies d'accès, en vigueur sur la station.

ARTICLE 28 : ACCES ET CIRCULATION DES PIETONS

L'accès aux promenades, aux jetées et aux digues des piétons est libre, et sous la responsabilité individuelle de ceux qui s'y engagent à leurs pleins risques.

L'accès ou la traversée des zones affectées aux activités d'entretien des bateaux est interdit à toute personne autre que les propriétaires ou les personnes en ayant la charge, et le personnel des entreprises agréées ; eux-mêmes s'y engageant sous leur responsabilité. S'agissant de zones techniques, la vigilance de toute personnes s'y engageant y est appelée.

La traversée des cales et darses de manutention est autorisée, sous l'entière responsabilité de la personne, en dehors toutefois des périodes de fonctionnement des engins de manutention prioritairement amenés à y œuvrer.

L'accès aux quais, pontons, promenades, jetées est destiné prioritairement :

- aux usagers du port, propriétaires des navires ou personnes en ayant la charge, leurs invités, les capitaines des navires, les membres d'équipage ;
- aux agents de l'autorité portuaire (surveillants de port, au Maître de port, aux agents portuaires) ;
- au personnel des entreprises dont l'activité nécessite l'accès aux pontons, les entreprises de services au bateau, et les entreprises chargées d'effectuer des travaux dans le port, après autorisation par la direction du port

L'exploitant du port (et ses représentants) ne sera pas responsable, sauf s'ils résultent d'un défaut d'entretien normal de l'ouvrage, des accidents et de leurs conséquences pouvant survenir aux usagers et à leurs invités soit en circulant sur les passerelles, pontons, catways ou tout autre ouvrage portuaire, soit en embarquant ou débarquant de leur navire.

Les animaux, notamment les chiens, circulant sur les ouvrages portuaires doivent être tenus en laisse ou maintenus et sous contrôle. Les propriétaires sont responsables des dommages et salissures qu'ils causent. Le nettoyage ou la remise en état des espaces pollués ou abîmés est effectué à leur frais.

Pour préserver la conservation des ouvrages et équipements portuaires, ou la bonne exploitation du port, ou des besoins portuaires spécifiques, l'autorité portuaire peut interdire l'accès à tout ou partie du port.

Tout rassemblement sur un ouvrage portuaire flottant, susceptible de perturber la stabilité de l'ouvrage ou la circulation, est interdit.

ARTICLE 29 : ACCES AUX PONTONS OU AU STOCKAGE A TERRE QUAI PARC A DERIVERS

L'accès aux pontons est condamné par des portails qui doivent être maintenus fermés, à chaque entrée ou sortie, par les utilisateurs. S'il est observé de façon réitérée que le propriétaire ou l'occupant d'un navire accosté sur un ponton néglige régulièrement de refermer le portail du ponton derrière lui ou ne fait pas un usage respectueux du dit portail, le personnel en charge de la gestion portuaire pourra, en fonction des disponibilités du plan d'eau et considérant qu'un emplacement sur ponton ne semble pas opportun pour cet usager, être amené à revoir les conditions contractuelles en cours et proposer de fait un poste en bord de quai en cours de contrat sur un autre site.

Seuls les plaisanciers à jour du règlement de leur droit de quai ou contrat annuel d'amarrage peuvent disposer d'un accès au ponton, à charge pour eux d'aller ouvrir à leurs visiteurs.

Le premier badge (ou clef) d'accès au ponton est remis gracieusement à l'utilisateur lors de la concrétisation du contrat d'accostage (sous réserve de contrat en règle). En cas de non renouvellement du dit contrat, à l'échéance ou en cours de validité pour quelque motif que ce soit, ce badge (ou clef) doit être restitué aux services portuaires. A défaut il est facturé au tarif en vigueur. En cas de perte ou autre disparition, ou en cas de besoin supplémentaire de l'utilisateur, un autre badge (ou clef) d'accès au ponton peut être fourni, facturé au tarif en vigueur.

La fermeture d'un accès au ponton, ou la clôture du stockage à terre, ne dispensent pas l'utilisateur des règles élémentaires de précaution contre le vol, dont le gestionnaire du port ne saurait être tenu pour responsable.

En outre, le choix du gestionnaire du port peut être amené à être modifié et supprimer l'usage de la fermeture des pontons sans avoir à en informer les usagers. Tout franchissement frauduleux de l'accès au ponton, ou du périmètre du stockage à terre, (lorsque le portail est fermé) et par toute personne autre que l'équipage d'un bateau amarré au ponton (ou de ses invités, en sa présence) est strictement interdit et passible de verbalisation. Notamment l'accès aux pontons pour la pratique de la pêche dans le port y est formellement prohibé (la pêche étant interdite dans toute l'enceinte portuaire)

ARTICLE 30 : INTERDICTION D'ACCES

Il est interdit de pêcher dans les limites portuaires : quais, appontements, jetées, passes, musoirs, canal, chenal, etc....

Il est formellement interdit d'installer ou d'amener des postes de distribution de carburants dans les limites portuaires sans une autorisation écrite des services portuaires.

Il est formellement interdit à quiconque de monter sur un bateau basé au port (excepté les agents portuaires en cas de nécessité impérieuse).

CHAPITRE IV : REGLES PARTICULIERES OPTIONNELLES

ARTICLE 31 : BATEAUX EFFECTUANT DES TRANSPORTS TOURISTIQUES SAISONNIERS

La longueur des bateaux pouvant être autorisés à accoster est limitée à 18 mètres d'encombrement hors tout, sous réserve d'emplacement disponible à cet usage. Les armements doivent toutefois avoir pris contact avec la capitainerie du port, pour accord préalable et écrit, en précisant les caractéristiques techniques du navire utilisé. L'accord (non obligatoire) de l'exploitant du port devra être obtenu avant toute manœuvre.

Ainsi tout bateau entrant dans le port pour embarquer ou débarquer, à titre exceptionnel et précaire, des passagers doit avoir au préalable obtenu l'autorisation du Maître de port, ou du surveillant de port désigné par lui, qui fixe l'ordre d'entrée, de sortie et d'accostage du bateau selon la disponibilité du quai, (dévolu prioritairement à l'amarrage des escales).

En cas d'autorisation, les opérations d'embarquement et de débarquement s'effectuent sous la responsabilité de chaque armement. Il est notamment interdit de faire transiter simultanément sur le quai des passagers embarquant et débarquant.

Il est interdit, sauf cas d'urgence, de faire usage de haut-parleur ou porte-voix à l'intérieur des limites du port.

Les appareils propulsifs doivent être débrayés pendant la durée des opérations d'embarquement et de débarquement des passagers et, de façon plus générale, durant le temps d'amarrage à quai.

ARTICLE 32 : BATEAUX SUPPORTS DE PLONGEE OU D'ECOLE DE CROISIERE

Les bateaux supports de plongée ou d'école de croisière peuvent être autorisés par l'exploitant du port à séjourner dans le port. Les autorisations sont délivrées en fonction de la disponibilité des infrastructures du port.

L'occupation du poste ou du quai donne lieu à paiement de la redevance d'amarrage correspondante selon tarifs en vigueur.

Le propriétaire du bateau est responsable de l'activité au regard des nuisances potentiellement susceptibles d'être occasionnées par les pratiquants de l'activité (bruit, usage abusif des fluides, ...).

ARTICLE 33 : REGLES APPLICABLES AUX BATEAUX DES PECHEURS PROFESSIONNELS LOCAUX

Un emplacement en linéaire de quai peut être affecté, en nombre limité et défini par décision du gestionnaire, sur le quai des pêcheurs pour l'amarrage des pêcheurs professionnels. Ceux-ci doivent justifier de leur activité effective de pêche et produire à première réquisition les documents justificatifs à cet effet, dûment à jour.

Le poste affecté est défini dans le cadre d'un contrat d'occupation annuel, au même titre que les autres usagers du port, et valable pour un seul navire défini au contrat.

Le quai des pêcheurs n'est toutefois pas affecté uniquement à cette seule activité et peut évoluer à discrétion du gestionnaire du port en fonction de ses orientations ou impératifs.

La longueur maximale des bateaux des pêcheurs est fixée à moins de 12 m ; et le linéaire de quai est affecté en fonction de la longueur d'encombrement du navire visé au contrat, afin d'optimiser le potentiel d'accueil du quai pour d'autres navires.

Les pêcheurs autorisés à amarrer leur bateau à l'emplacement qui leur est affecté sont tenus de fournir à la capitainerie du port les renseignements dont la liste figure à l'article 7 du présent arrêté.

Tout nettoyage de poissons ou rejets divers dans le milieu est interdit.

Le débarquement du poisson doit satisfaire aux dispositions sanitaires en vigueur et demeure sous la pleine responsabilité des pêcheurs concernés.

La majorité de ces postes peuvent disposer d'une possibilité d'accès à l'eau, mais à leur pleine charge financière.

Les bénéficiaires sont tenus de s'acquitter de la redevance portuaire annuelle correspondant à l'encombrement de leur navire.

ARTICLE 34 : REGLES APPLICABLES AUX BATEAUX DES PECHEURS PROFESSIONNELS NON LOCAUX

En cas de nécessité, les bateaux de pêche qui ne sont pas basés au port de CARNON tel que mentionné à l'article ci-dessus peuvent être autorisés à s'abriter dans le port. Ils sont placés par les surveillants de port ou les agents portuaires sur les postes d'amarrage destinés aux navires de plaisance de passage demeurés vacants et doivent s'acquitter, pendant leur séjour, du paiement de la redevance journalière d'amarrage due par les bateaux de plaisance en escale.

Toute relâche dans le port d'une durée supérieure à deux heures donne lieu à paiement de la redevance journalière d'amarrage.

Le débarquement éventuel de poisson doit satisfaire aux dispositions sanitaires en vigueur.

ARTICLE 35 : UTILISATION DES TERRE-PLEINS

Les voies de circulation doivent être laissées libres et n'être en aucun cas encombrées de dépôts quels qu'ils soient.

Accusé de réception en préfecture
034-213401540-20180625-DCM-119A-18-CC
Date de télétransmission : 17/07/2018
Date de réception préfecture : 17/07/2018

Les occupations de terre-plein portuaire font l'objet de règles particulières visées dans des conventions spécifiques.

Sur les espaces mis conventionnellement à disposition des professionnels du nautisme (terre-pleins longue durée), ou des commerces sur le port (mises à dispositions annuelles renouvelables), les titulaires sont seuls responsables de l'espace qui leur est dévolu, et de la circulation ou des stationnements de véhicules, engins ou équipements en relation avec leur activité.

ARTICLE 36 : UTILISATION DES AIRES TECHNIQUES ET DE CARENAGE

L'aire de carénage est réservée à l'entretien des coques et aux petites réparations mécaniques sur les bateaux. La construction et la démolition des unités y sont interdites. Les opérations de sablage n'y sont pas autorisées.

La circulation du public à pied, en vélo, ou avec des véhicules est interdite sur les zones techniques du port (sauf véhicules de sécurité et de service).

Il est interdit de stationner des véhicules sur l'aire de carénage en dehors des stationnements prévus à cet effet le cas échéant et de procéder à quelques travaux que ce soit sur lesdits véhicules. Les usagers des zones techniques et portuaires sont tenus de respecter les consignes et directives qui leur sont données par le personnel portuaire. La vitesse de circulation des véhicules autorisés est limitée à 20 Km/H.

L'occupation de l'aire de carénage donne lieu au paiement d'une redevance de stationnement déterminée en fonction de la durée du séjour et de la longueur du bateau, même si le titulaire bénéficie déjà d'un poste d'amarrage dans le port.

Les bateaux stationnant sur l'aire de carénage sont placés sous la garde et la responsabilité de leur propriétaire, de la personne responsable du bateau ou de leur mandataire (chantier ou responsable désigné). La responsabilité de l'exploitant du port ne saurait être engagée ou recherchée en aucun cas, (tels notamment le vol du bateau ou de ses accessoires, ou en cas de dégâts subis du fait des intempéries ou de tiers non identifiés).

Les utilisateurs sont tenus de souscrire une assurance couvrant les risques et dommages aux tiers.

La fourniture d'eau et d'électricité est limitée aux seuls besoins de réparation et d'entretien et peut faire l'objet d'une redevance d'utilisation. Tous les autres usages sont prohibés, en particulier le chauffage, le chargement des batteries, et le lavage des véhicules.

A l'issue des travaux, les lieux doivent être restitués propres par l'utilisateur. Les débris et matériaux divers doivent être préalablement enlevés par ce dernier, qui doit rigoureusement procéder à un tri sélectif de ses déchets nautiques au Point Propre du port installé sur l'aire de carénage. Le bateau n'est remis à l'eau qu'après que l'emplacement à terre ait été laissé propre par l'occupant. A défaut un forfait de remise en état de propreté est facturé en sus de la redevance portuaire, selon tarif en vigueur.

Toute occupation abusive de l'aire de carénage, ou au-delà du temps d'utilisation attribué, sera considérée comme une occupation sans titre du domaine public maritime, et réprimée comme telle.

D'autre part, les navires entreposés ou placés en fourrière sur l'aire de carénage ne sont pas gardiennés par les services portuaires. Ainsi tout aléa ou dommage subi ou causé est soumis à la seule responsabilité de son propriétaire défaillant au regard de ses obligations à l'égard du port. Car il ne s'agit que d'un simple entreposage d'évacuation à terre, sans prévaloir de ce qui pourrait subvenir à ce navire contrevenant, occupant du plan d'eau sans droit ni titre et poursuivi en tant que tel.

Les professionnels du nautisme désirant accéder aux zones techniques pour y travailler doivent en faire la demande par écrit à l'autorité portuaire. Cette demande doit être accompagnée :

- d'une présentation de l'entreprise : raison sociale, adresse, coordonnées (téléphone, email), détail de l'activité, moyens techniques et humains.
- D'une attestation d'assurance « dommages aux biens » et « responsabilité civile » couvrant l'activité,
- De la carte verte des véhicules autorisés à y circuler.

Le stationnement de remorques avec ou sans navires, de bers n'appartenant pas à l'autorité portuaire, de navires non manutentionnés par le personnel du port, sont interdits sur les zones techniques.

Seuls les véhicules devant décharger ou charger un navire ou du matériel sont autorisés à pénétrer sur les zones techniques. Le stationnement, même temporaire, sur les aires de circulation des engins de manutention est interdit. Il en est de même pour les stationnements sur les bandes de roulement aux abords des darses.

ARTICLE 37 : INTERDICTIONS DIVERSES

Il est interdit :

- de ramasser de moules ou autres coquillages sur les ouvrages du port ; (seules les collectes de naissains sont autorisées, ponctuellement et à des dates et conditions définies par les services d'Etat habilités, sur autorisation préalable et écrite de la direction du port) ;
- de pêcher dans les plans d'eau du port, dans les postes d'amarrage, sur les bateaux, quais et pontons, en bout de musoirs, et dans toutes les passes navigables, notamment à partir de tous les ouvrages portuaires.
- de pratiquer tout sport nautique, notamment la natation, la voile, l'aviron, le kayak, la natation, les plongeurs à partir des ouvrages portuaires, la plongée sous-marine, et tout sport de glisse, ou ski nautique sur le plan d'eau et dans les chenaux d'accès, sauf dans les cas suivants préalablement abordés, cadrés et autorisés par le gestionnaire du port :
 - fêtes spécifiques et ponctuelles, dûment autorisées et définies par le gestionnaire du port,
 - compétitions sportives ou festives ayant reçu l'autorisation dudit gestionnaire du port,
 - activités d'entraînement dépendant de la base nautique, à l'intérieur des limites de l'avant-port.Les responsables de ces manifestations et activités sont tenus de se conformer aux instructions qui leur sont données par l'exploitant du port qui autorise leur présence. Toutefois la responsabilité du service portuaire ne peut être mise en cause sur les défaillances de la prestation de ces organisateurs.
- Tout navire amarré ou stationné aux quais, pontons, ouvrages portuaires, sans autorisation de l'autorité portuaire sera remorqué d'office et stationné sur un autre secteur, aux frais de son propriétaire contrevenant.
- Toute activité commerciale d'hôtellerie ou d'hébergement dans un navire amarré dans le port est strictement interdite. En cas de non-respect de cette interdiction, le poste d'amarrage sera retiré sans préavis au propriétaire du navire.

ARTICLE 38 : ACTIVITES SPORTIVES OPTIONNELLES

L'activité de l'école de voile est autorisée par dérogation à l'article 37, sous la pleine et entière responsabilité de son directeur et/ou de son président.

Le directeur (ou le président) du club veille à la diffusion et au respect du présent Règlement de Police par son personnel et par les utilisateurs, ses membres, adhérents ou clients. Les zones d'évolution de leurs activités doivent être strictement contenues dans les limites exclusives de l'avant-port balisées en rives droite et gauche. En dehors de ces zones prévues, l'accès aux plans d'eau du port est interdit aux engins de plage (voile, kayak, aviron, planches à voile, etc...).

Le mouillage de bouées de parcours dans les limites portuaires ou l'utilisation des bouées de chenal comme marque de parcours sont interdits.

ARTICLE 39 : MANIFESTATIONS NAUTIQUES

Des dérogations à l'interdiction de pratique des sports nautiques édictée à l'article 36 peuvent être accordées par le gestionnaire du port pour l'organisation de manifestations nautiques. Dans ce cas, les responsables des manifestations nautiques sont tenus de se conformer au présent règlement, notamment en fournissant la liste des bateaux et les justificatifs d'assurance à jour, ainsi qu'aux dispositions qui seront prises et aux instructions qui leur seront données par l'autorité portuaire pour garantir l'organisation et le bon déroulement de ces manifestations.

Lors de manifestations nautiques ou festives, un certain nombre de bateaux pourront être momentanément et temporairement déplacés pour les besoins de l'organisation, à la demande du personnel chargé du service du port, qui pourra éventuellement procéder lui-même à ces déplacements s'il n'a pu joindre normalement les responsables des bateaux concernés.

ARTICLE 40 : CIRCULATION DES VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR DANS LE PORT

L'usage du bassin portuaire et des chenaux d'accès par les véhicules nautiques à moteur (jet-ski, ...) est limité à l'entrée et à la sortie du port, et dans le respect des limites de vitesse requis compte tenu des importants remous occasionnés et préjudiciables aux navires accostés. Les véhicules nautiques à moteur ne devront en aucune façon circuler ni stationner, même pour une courte durée, entre les quais et pontons à l'intérieur des bassins ; et il leur est interdit d'utiliser les bornes de quai (eau et électricité) pour l'usage de leur véhicule.

ARTICLE 41 : MANUTENTIONS SUR L'AIRE DE CARENAGE

La darse et l'aire de carénage ouest sont réservées exclusivement aux engins de levage du port.

Une autre aire de carénage, et une darse, sur l'EST du canal peuvent être mis à disposition de professionnels nautiques dans le cadre de conventions expresses, en fonction des disponibilités ou priorités portuaires.

La prise en charge d'un navire par l'engin de levage du port sur l'aire de carénage (mise à terre ou mise à l'eau) ne s'effectue qu'après établissement d'un bon de levage au bureau du port, dûment accepté et signé par le demandeur. Les opérations des manutentions doivent faire l'objet d'une prise de rendez-vous préalable, avec identification du client, du navire, du type d'opération, et régularisation du bon de manutention correspondant. L'opération est ensuite effectuée en fonction du planning de travail du personnel du port. En cas de retard au-delà de 10 minutes il peut s'avérer que le rendez-vous tardif soit annulé s'il risque de décaler le planning. Dans ce cas le demandeur doit reprendre un nouveau rendez-vous, selon possibilités du planning des agents. Le personnel du port se réserve le droit, pour raison de service, de modifier la programmation des opérations.

Lors des opérations de levage par les élévateurs du port, la localisation de l'emplacement des sangles est faite par le propriétaire du bateau ou son mandataire, sous leur pleine et entière responsabilité : la responsabilité du positionnement des sangles ou des élingues incombe au commanditaire de la manutention (propriétaire du navire ou son représentant). En cas de dégâts au niveau des parties du navire situées sous la ligne de flottaison (vannes, équipements électroniques, système de propulsion), la responsabilité de l'autorité portuaire est totalement dégagee et ne pourrait être engagée que si les dégâts au niveau des parties du navire situées sous la ligne de flottaison proviennent d'un déplacement d'une sangle au moment de la manutention elle-même, ou pendant le déplacement de l'équipement de manutention.

La prise en charge de la manutention commence à partir du moment où le navire est saisi dans les sangles et se termine lors de sa mise en place (sur bers ou à l'eau). De même, toute pièce manutentionnée (mât, moteur, etc...) est prise en charge au moment de la mise sous tension des élingues.

Le personnel du port pourra, après autorisation préalable du maître de port, refuser de procéder à la manutention d'un navire jugé trop vétuste ou dont la prise en charge par l'engin pourrait porter préjudice à l'état du navire (en particulier si des problèmes ont été pressentis lors d'une précédente prestation de ce type) ; et plus généralement s'il considère que la manutention est de nature à engendrer un danger. L'agent justifiera alors son refus sur le bon de commande du levage.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS REPRESSIVES

ARTICLE 42 : CONSTATATION DES INFRACTIONS

Les contraventions au présent Règlement de Police (et aux Règlements Particuliers de Police) sont constatées par les Officiers et Agents de police judiciaire, le maître de port, les surveillants de port, et les auxiliaires de surveillance nommés en application des articles L 303 et suivants du Code des ports maritimes, et pour ce qui est de leur ressort, par les agents de la police municipale.

En cas d'infraction aux prescriptions du présent Règlement, les agents dûment habilités dressent procès-verbal et prennent immédiatement toutes les mesures nécessaires pour faire cesser l'infraction. Le personnel d'exploitation du port a pouvoir pour faire enlever d'office et mettre en fourrière les bateaux contrevenants, aux frais, risques et périls des propriétaires.

Les propriétaires des bateaux restent civilement responsables des contraventions dont peuvent faire l'objet leur bateau, en toute occasion, et quelles que soient les personnes faisant usage de ces bateaux.

ARTICLE 43 : CONTRAVENTION DE GRANDE VOIRIE

Indépendamment des poursuites judiciaires engagées, soit au titre du présent Règlement de Police, soit d'une des polices spéciales non exhaustive, les infractions au présent règlement ou toute atteinte à la conservation du domaine portuaire et à l'exploitation du port pourra faire l'objet d'une procédure de contravention de grande voirie devant la juridiction administrative.

La liste des agents habilités à constater les contraventions de grande voirie est donnée par l'article L 331-2 du Code des ports maritimes ; y figurent les surveillants de port et les auxiliaires de surveillance qui sont à ce titre autorisés à relever l'identité des contrevenants.

Ils sont : les surveillants de port ; les agents de l'autorité portuaire assermentés à cet effet ; les officiers et agents de police judiciaire

CHAPITRE VI : APPLICATION ET PUBLICITE

ARTICLE 44 : ENTREE EN VIGUEUR - APPLICATION

Mmes et MM., le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le commissaire de police territorial compétent, le commandant des sapeurs-pompiers, le chef de la police municipale, le directeur du service municipal compétent pour ce qui concerne le port de plaisance, le Maire de port, les surveillants de port et les agents d'exploitation du port, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le Maire
Yvon BOURREL



Accusé de réception en préfecture
034-213401540-20180625-DCM-119A-18-CC
Date de télétransmission : 17/07/2018
Date de réception préfecture : 17/07/2018